

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

MDE 13/5267/2016
3 décembre 2016

Iran. Les personnes arrêtées lors d'un hommage à des écrivains assassinés doivent être libérées

Les autorités iraniennes doivent libérer immédiatement et sans condition quatre personnes arrêtées vendredi 2 décembre lorsque les forces de sécurité ont brutalement réprimé un rassemblement pacifique organisé à l'occasion du 18^e anniversaire de l'exécution extrajudiciaire de deux intellectuels et écrivains de renom, a déclaré Amnesty International.

Après leur violente arrestation, **Baktash Abtin, Fatemeh Sarhadizadeh, Mohammad Mehdipour et Mazdak Zarafshan** ont été placés dans un centre de détention tenu secret.

Ils faisaient partie d'une centaine de personnes qui ont tenté de se rassembler pacifiquement vendredi 2 décembre au cimetière d'Emamzadeh Taher, à Karaj (près de Téhéran), pour commémorer les assassinats de deux intellectuels et écrivains de renom, Mohammad Mokhtari et Mohammad Jafar Pouyandeh, par des agents du ministère du Renseignement en 1998 - événements qui n'ont jamais fait l'objet d'une enquête indépendante. Les autorités ont réagi en envoyant sur place des véhicules de police et plusieurs dizaines d'agents des forces de l'ordre en uniforme et en civil pour disperser la foule et l'empêcher d'entrer dans le cimetière.

Selon des témoins, sept ou huit membres des services de renseignement ont roué de coups Mazdak Zarafshan jusqu'à ce que son visage soit couvert de sang. Des fonctionnaires auraient également fait tomber par terre son père, Naser Zarafshan, éminent avocat et défenseur des droits humains, et l'auraient frappé aux jambes et au torse lorsqu'il a essayé d'intervenir pour les persuader d'arrêter. Ils ont ensuite poussé le père et le fils dans une voiture et les ont emmenés. Naser Zarafshan a été séparé de son fils et relâché au bout de quelques heures. Mazdak Zarafshan, en revanche, demeure détenu et les autorités n'ont fourni aucune information à ses proches quant à sa situation au regard de la loi et le lieu où il se trouve.

Des témoins ont indiqué à Amnesty International que les agents en civil avaient particulièrement visé les personnes tenant un téléphone portable à la main, vraisemblablement pour les empêcher de filmer ou de photographier les violences policières. Il semble que Fatemeh Sarhadizadeh, une femme de 75 ans, a été arrêtée après que plusieurs fonctionnaires l'ont vue sortir son téléphone pour répondre à un appel et le lui ont arraché des mains tout en la frappant. Deux autres personnes présentes, Baktash Abtin et Mohammad Mehdipour, ont été appréhendées à peu près en même temps. Comme dans le cas de Mazdak Zarafshan, les autorités refusent de communiquer la moindre information quant à la situation de ces trois personnes au regard de la loi et le lieu où elles se trouvent.

Amnesty International appelle les autorités iraniennes à veiller à ce qu'une enquête indépendante soit menée dans les meilleurs délais sur les violents événements survenus vendredi 2 décembre au cimetière d'Emamzadeh Taher à Karaj et que les policiers et les agents des services de renseignement soupçonnés d'avoir eu recours à une force excessive ou injustifiée soient amenés à rendre compte de leurs actes.

L'organisation demande en outre aux autorités de libérer Baktash Abtin, Fatemeh Sarhadizadeh,

Mohammad Mehdipour et Mazdak Zarafshan immédiatement et sans condition car, d'après les informations dont elle dispose, ils ont été arrêtés uniquement pour avoir exercé leur droit de réunion pacifique. Elle les engage également à changer radicalement d'approche afin de s'attacher à réparer les crimes commis par le passé, notamment les assassinats d'écrivains et de figures de l'opposition en 1998, en veillant à ce que tous les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre de procès équitables, au lieu de bafouer les droits des personnes qui tentent d'honorer la mémoire des victimes.

Complément d'information

En 1999, 23 fonctionnaires du ministère du Renseignement iranien ont été arrêtés en lien avec les assassinats de deux célèbres intellectuels et écrivains, Mohamamd Mokhtari et Mohammad Jafar Pouyandeh, et de deux figures de l'opposition, Dariyush Foruhar et Parvaneh Foruhar. Ces homicides faisaient partie d'une série d'exécutions extrajudiciaires visant des intellectuels, des écrivains, des artistes et des dissidents entre 1988 et 1998, évoquée en Iran sous le nom de « meurtres en chaîne ». Les arrestations ont fait suite à une déclaration du ministère du Renseignement annonçant que certains de ses agents étaient impliqués dans ces crimes et à la création d'une commission d'enquête qui y était consacrée.

Plusieurs des fonctionnaires arrêtés ont été jugés et condamnés à des peines allant de l'emprisonnement à la peine de mort. Cependant, les circonstances des homicides, notamment la structure hiérarchique suivant laquelle les ordres ont été donnés, restent enveloppées d'une atmosphère de secret et certains hauts responsables désignés par les fonctionnaires comme ayant ordonné et planifié ces crimes n'ont jamais été traduits en justice.